

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.281/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 29 mars 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 et le Code des taxes assimilées au timbre en matière d'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs et de la taxe annuelle sur les contrats d'assurance", a donné le 5 avril 2005 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"En raison de l'urgence motivée par la nécessité, eu égard au retard dans la transposition de la directive précitée, de transposer cette dernière sans délai, il me serait agréable que l'avis soit rendu dans le délai prescrit par l'article 84, § 1^{er}, 2° des lois coordonnées."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limitera son examen au fondement légal de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

L'article 5, 2°, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire dispose que sont soumis à l'accord préalable du Ministre qui a le budget dans ses attributions les avant-projets de loi "qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles".

Selon la note du 22 mars 2005 au Conseil des ministres jointe au dossier transmis au Conseil d'État, "les mesures examinées ne présentent aucun impact budgétaire".

.../...

Il résulte cependant de l'avis de l'inspecteur des finances du 21 mars 2005 qu'il n'est pas exclu que les dispositions en projet aient un impact budgétaire, certes minime et difficilement chiffrable au vu des recettes complémentaires que peuvent générer les contrôles simultanés qui pourront être pratiqués en application de l'avant-projet.

L'inspecteur des finances écrit en effet que

"Eventuele (bijkomende) kosten van de nieuwe regelingen dienen te worden gedragen binnen het bestaande budget."

Il ressort de ce qui précède que le texte en projet doit être soumis à l'accord du Ministre du Budget.

Fondement juridique

Dispositif

Article 1^{er}

La référence à la directive 77/799/CEE du Conseil du 19 décembre 1977 doit se faire en mentionnant son intitulé actuel tel qu'il résulte de la modification qui lui a été apportée par l'article premier, 1), de la directive 2004/106/CE du Conseil du 16 novembre 2004 modifiant la directive 77/799/CEE concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs, de certains droits d'accises et des taxes sur les primes d'assurance, et la directive 92/12/CEE relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises.

Article 2

Article 338, § 1^{er}, en projet, du CIR

1. Le paragraphe 1^{er}, en projet, commence par disposer que l'article 338 n'est pas applicable aux "(...) cas visés à l'article 338*bis* relatif à l'échange d'informations dans le cadre de la directive 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts (...)".

.../...

Il est paradoxal d'indiquer dans l'article 338 l'objet de l'article 338*bis*.

Il est proposé de rédiger le paragraphe 1^{er} de l'article 338, en projet, comme suit :

"Art. 338. § 1^{er} Sauf dans les cas régis par l'article 338*bis*, le présent article règle l'assistance mutuelle de la Belgique avec les États membres de l'Union européenne dans le domaine des impôts sur les revenus."

2. En conséquence, il y a lieu d'insérer, entre les articles 2 et 3 de l'avant-projet, un nouvel article 3 à l'effet de compléter l'article 338*bis*, inséré par la loi du 17 mai 2004 transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte mobilier (ci-après : la loi du 17 mai 2004), comme suit :

"Art. 3. 1° Il est inséré dans l'article 338*bis* du même Code un nouveau paragraphe 1^{er} ainsi rédigé :

«Le présent article règle l'échange d'informations dans le cadre de la loi du 17 mai 2004 transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts.»

2° Les paragraphes 1^{er}, 2 et 3 de l'article 338*bis* du même Code deviennent respectivement les paragraphes 2, 3 et 4."

Article 338, § 2, en projet, du CIR

Afin d'assurer la transposition complète de la directive 77/799/CEE, précitée, qui concerne tant les impôts sur les revenus que l'impôt sur la fortune, il y a lieu de compléter le paragraphe 2 par la définition suivante :

"c) «impôt» : l'impôt sur le revenu et sur la fortune tel qu'il est défini à l'article 1^{er} de la directive 77/799/CEE du Conseil du 19 décembre 1977 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs et des taxes sur les primes d'assurance."

.../...

Cette disposition dispenserait par ailleurs de viser l'impôt sur la fortune dans la suite de l'article 338, en projet, par exemple aux paragraphes 10 et 12, alinéa 3.

Article 338, § 3, en projet, du CIR

1. L'alinéa 2 de cette disposition doit énoncer la règle avant l'exception. Le texte doit dès lors être rédigé comme suit :

"Lorsqu'elle est requise par l'autorité compétente d'un autre État (...), l'autorité belge compétente est tenue de donner une suite favorable à la demande, sauf s'il apparaît (...)".

L'alinéa suivant doit être introduit, comme le texte correspondant de la directive, de la manière suivante :

"En vue de la communication des informations visées à l'alinéa précédent, l'autorité belge compétente fait effectuer (...)".

2. Si par "service administratif saisi par l'autorité belge compétente", il fallait entendre le service administratif de l'autre État, il n'y aurait pas lieu de prévoir cette hypothèse. En effet, ce que doit faire le service administratif de l'autre État lorsqu'il est saisi par l'autorité belge compétente est régi par la directive et ne relève pas de la loi belge.

Article 338, § 4, en projet, du CIR

1. En ce qui concerne l'échange automatique d'informations, le projet à l'examen assurerait une transposition plus fidèle de l'article 3 de la directive 77/799/CEE, précitée, si les mots "des cas ou" figurant au paragraphe 4, en projet, étaient omis.

2. Les mots "ainsi que déterminer les conditions auxquelles la fourniture d'informations se fera" ne correspondent à aucune disposition de la directive et doivent par conséquent être omis.

Article 338, § 5, en projet, du CIR

1. Cette disposition concerne les cas dans lesquels l'autorité belge compétente doit fournir, sans demande préalable, les informations susceptibles de permettre l'établissement correct de l'impôt à l'autorité compétente de tout autre État membre intéressé.

Cette disposition ne régit évidemment pas l'obligation correspondante vis-à-vis de la Belgique de l'autorité compétente d'un autre État membre.

Il en résulte qu'on ne peut reproduire littéralement le texte de la directive pour décrire les situations visées.

Les modifications suivantes doivent dès lors être apportées à l'alinéa 1^{er}, a) à e), en projet :

a) Il convient de viser l'autorité belge compétente au lieu de l'autorité compétente d'un État.

b) Il y a lieu de viser le cas où un contribuable obtient en Belgique (et non dans un État membre) une réduction ou une exonération d'impôt.

c) Il faut viser le cas où des affaires entre un contribuable de la Belgique et un contribuable d'un autre État dans lesquelles interviennent un établissement stable de ces contribuables ou un ou plusieurs tiers se trouvant dans un ou plusieurs pays, sont de nature à entraîner une diminution d'impôt dans l'autre État. Il est permis de se demander si l'ajout des mots "ou dans les deux" est utile, puisque s'il y a diminution d'impôt dans l'autre État et en Belgique, cela couvre le cas où il y a diminution d'impôt dans l'autre État.

d) Il convient de viser l'autorité belge compétente.

e) Le texte doit être rédigé comme suit :

"e) à la suite des informations communiquées par l'autorité compétente d'un autre État, sont recueillies en Belgique des informations qui peuvent être utiles à l'établissement de l'impôt dans cet autre État".

2. À l'article 338, § 5, alinéa 2, en projet, il y a lieu d'écrire "visée au § 12" et non "visée au § 11".

Article 338, § 6, en projet, du CIR

Dans ce paragraphe, il convient de préciser que les informations qui doivent être transmises le plus rapidement possible sont celles visées aux paragraphes 2 à 5.

Article 338, § 7, en projet, du CIR

Le paragraphe 7, en projet, transposerait plus correctement l'article 6 de la directive 77/799/CEE, précitée, si les mots "de fonctionnaires du service compétent" étaient remplacés par les mots "d'agents de l'administration fiscale".

Article 338, § 8, en projet, du CIR

La dernière phrase du dernier alinéa du paragraphe 8, en projet, est rédigée en manière telle qu'elle impose des obligations aux autorités compétentes des autres États membres, lorsque celles-ci reçoivent des informations de l'autorité belge. L'auteur de l'avant-projet n'est pas compétent pour imposer une telle obligation aux autorités étrangères; au demeurant, les autorités étrangères devront de toute manière transposer dans leur droit interne le contenu de l'obligation que l'avant-projet entend leur imposer puisque cette obligation résulte directement de l'article 7, 4), de la directive 77/799/CEE, précitée.

La dernière phrase du dernier alinéa du paragraphe 8, en projet, doit donc être revue pour n'octroyer une compétence qu'à l'autorité belge compétente en remplaçant les mots "(...) elle ne peut les transmettre à cette dernière que de l'accord de l'autorité belge compétente" par les mots "l'autorité belge compétente peut consentir à ce que ces informations lui soient transmises".

Article 338, § 11, en projet, du CIR

1. À l'alinéa 1^{er}, en projet, les mots "pour l'État belge et un ou plusieurs États" doivent être insérés entre les mots "ou complémentaire" et les mots ", l'autorité belge compétente" afin de se conformer de manière plus précise au contenu de l'article 8^{ter},1, de la directive 77/799/CEE, précitée.

2. Pour préciser l'hypothèse à laquelle il se rapporte, il y a lieu de remplacer l'alinéa 3 par le texte suivant :

"Lorsqu'elle est saisie d'une demande de contrôle simultané, l'autorité belge compétente décide si elle souhaite y participer. Elle donne à l'autorité homologue la confirmation de son acceptation ou lui fait part de son refus motivé d'effectuer ce contrôle."

Article 338, § 12, en projet, du CIR

1. L'alinéa 1^{er} devrait être rédigé comme suit :

"En vue de l'application des dispositions du présent article, l'autorité belge compétente participe, le cas échéant au sein d'un comité, à des consultations entre : (la suite comme à l'avant-projet)".

2. À l'alinéa 2, en projet, les mots "pour des cas ou pour des catégories de cas déterminés" doivent être remplacés par les mots "pour des cas déterminés ou pour des catégories de cas".

3. Il n'appartient pas à la loi belge d'imposer des obligations aux Communautés européennes. En conséquence, la dernière phrase de l'alinéa 3 du paragraphe 12, en projet, doit être omise.

Article 338, § 14, en projet, du CIR

Il convient de préciser ce qu'on entend par "d'autres actes juridiques" : il s'agit évidemment d'actes juridiques autres que la directive 77/799/CEE, précitée, telle que modifiée en dernier lieu par les directives 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 et 2004/106/CE du Conseil du 16 novembre 2004.

Article 3

(devenant l'article 4)

Comme il résulte de la disposition en projet que l'intention est de ne rien modifier au mécanisme d'entrée en vigueur de l'article 13 de la loi du 17 mai 2004, tel qu'il est réglé par l'article 15, § 2, de la même loi, l'avant-projet gagnerait en clarté et la sécurité juridique serait confortée si la mention de l'article 13 au paragraphe 1^{er} bis, en projet (article 3, 2°, du projet), était omise, ce qui aurait également pour effet de rendre inutile le 3° de la disposition examinée.

Article 4

(devenant l'article 5)

1. Afin d'assurer la transposition complète de la directive 77/799/CEE, précitée, en tant qu'elle vise les taxes sur les primes d'assurance, il y a lieu de compléter le paragraphe 2 par la définition suivante :

"c) «impôt» : la taxe sur les primes d'assurance telle qu'elle est définie à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, de la directive du Conseil du 19 décembre 1977 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs et des taxes sur les primes d'assurance."

.../...

Le paragraphe 10, alinéa 1^{er}, in fine, sera revu en conséquence.

2. À l'article 182, § 5, alinéa 2, en projet, du Code des taxes assimilées au timbre, il y a lieu d'écrire "visée au § 12" et non "visée au § 10".

3. Pour le surplus, l'article 4 appelle, mutatis mutandis, les mêmes observations que l'article 2.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J. KIRKPATRICK,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.281/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 29 maart 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen inzake de wederzijdse bijstand van de bevoegde autoriteiten van de lidstaten op het gebied van de directe belastingen en van de jaarlijkse taks op de verzekeringscontracten", heeft op 5 april 2005 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"En raison de l'urgence motivée par la nécessité, eu égard au retard dans la transposition de la directive précitée, de transposer cette dernière sans délai, il me serait agréable que l'avis soit rendu dans le délai prescrit par l'article 84, § 1^{er}, 2° des lois coordonnées."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Artikel 5, 2°, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole bepaalt dat ter fine van voorafgaande akkoordbevinding aan de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort de voorontwerpen van wet worden voorgelegd "waardoor, rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed, of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan".

.../...

In de nota van 22 maart 2005 aan de Ministerraad, die gevoegd is bij het aan de Raad van State overgezonden dossier, staat te lezen: "De ontworpen maatregelen hebben geen budgettaire weerslag".

Uit het advies d.d. 21 maart 2005 van de inspecteur van financiën volgt evenwel dat het niet uitgesloten is dat de ontworpen bepalingen een budgettaire weerslag hebben, die weliswaar miniem is en moeilijk te becijferen valt in het licht van de extra inkomsten die gelijktijdige controles kunnen meebrengen die met toepassing van het voorontwerp zullen kunnen worden uitgevoerd.

De inspecteur van financiën schrijft immers :

"Eventuele (bijkomende) kosten van de nieuwe regelingen dienen te worden gedragen binnen het bestaande budget."

Uit het vorenstaande blijkt dat de ontworpen tekst ter fine van akkoordbevinding moet worden voorgelegd aan de Minister van Begroting.

Rechtsgrond

Dispositief

Artikel 1

Naar richtlijn 77/799/EEG van de Raad van 19 december 1977 moet worden verwezen met vermelding van het huidige opschrift ervan, zoals het is gewijzigd bij artikel 1, lid 1, van richtlijn 2004/106/EG van de Raad van 16 november 2004 tot wijziging van richtlijn 77/799/EEG betreffende de wederzijdse bijstand van de bevoegde autoriteiten van de lidstaten op het gebied van de directe belastingen, bepaalde accijnzen en heffingen op verzekeringspremies alsmede van richtlijn 92/12/EEG betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop.

.../...

Artikel 2
Ontworpen artikel 338, § 1, van het WIB

1. De ontworpen paragraaf 1 stelt allereerst dat artikel 338 niet toepasselijk is op de "in artikel 338*bis* bedoelde gevallen met betrekking tot de uitwisseling van inlichtingen in het kader van de richtlijn 2003/148/EG betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling (...)".

Het is paradoxaal om in artikel 338 het onderwerp aan te geven van artikel 388*bis*.

Voorgesteld wordt paragraaf 1 van het ontworpen artikel 338 als volgt te stellen :

"Art. 338. § 1. Behoudens de gevallen bedoeld in artikel 388*bis*, regelt dit artikel de wederzijdse bijstand tussen België en de lidstaten van de Europese Unie op het gebied van de inkomstenbelastingen".

2. Bijgevolg moet tussen artikel 2 en artikel 3 van het voorontwerp een nieuw artikel 3 worden ingevoegd ter aanvulling van artikel 388*bis*, ingevoegd bij de wet van 17 mei 2004 tot omzetting in het Belgisch recht van de richtlijn 2003/48/EG van 3 juni 2003 van de Raad van de Europese Unie betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling en tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de roerende voorheffing (hierna: de wet van 17 mei 2004), luidende :

"Art. 3. 1° In artikel 388*bis* van hetzelfde Wetboek wordt een nieuwe paragraaf 1 ingevoegd, luidende :

«Dit artikel regelt de uitwisseling van gegevens in het kader van de wet van 17 mei 2004 tot omzetting in het Belgisch recht van de richtlijn 2003/48/EG van 3 juni 2003 van de Raad van de Europese Unie betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling.»

2° De paragrafen 1, 2 en 3 van artikel 388bis van hetzelfde Wetboek worden respectievelijk de paragrafen 2, 3 en 4."

Ontworpen artikel 338, § 2, van het WIB

Met het oog op de volledige omzetting van de voornoemde richtlijn 77/799/EEG, die zowel de belasting naar het inkomen als de belasting naar het vermogen betreft, moet paragraaf 2 worden aangevuld met de volgende definitie :

"c) «belasting» : de belasting naar het inkomen en het vermogen, zoals bepaald in artikel 1 van de richtlijn 77/799/EEG van de Raad van 19 december 1977 betreffende de wederzijdse bijstand van de bevoegde autoriteiten van de lidstaten op het gebied van de directe belastingen en heffingen op verzekeringspremies."

Die bepaling zou voorts tot gevolg hebben dat verder in het ontworpen artikel 388, bijvoorbeeld in de paragrafen 10 en 12, derde lid, niet hoeft te worden verwezen naar de belasting naar het vermogen.

Ontworpen artikel 338, § 3, van het WIB

1. In het tweede lid van deze bepaling moet de regel vóór de uitzondering komen. De tekst moet derhalve als volgt worden gesteld :

"Indien de Belgische bevoegde autoriteit door de bevoegde autoriteit van een andere Staat wordt aangezocht (...), is de Belgische bevoegde autoriteit gehouden aan dat verzoek gevolg te geven, behalve wanneer blijkt dat (...)"

Het volgende lid moet naar het voorbeeld van de overeenstemmende tekst van de richtlijn als volgt worden gesteld :

"Om de in het vorige lid bedoelde inlichtingen te kunnen verstrekken, laat de Belgische bevoegde autoriteit zo nodig een onderzoek instellen".

2. Indien onder "administratieve instantie waarop de Belgische bevoegde autoriteit een beroep doet" de administratieve instantie van de andere Staat verstaan moet worden, is het niet nodig om in dat geval te voorzien. Hetgeen de administratieve instantie van de andere staat moet doen, wanneer op die instantie een beroep gedaan wordt door de Belgische bevoegde autoriteit, wordt immers geregeld door de richtlijn en valt niet binnen het toepassingsgebied van de Belgische wet.

Ontworpen artikel 338, § 4, van het WIB

1. Wat de automatische uitwisseling van inlichtingen betreft, zou het onderzochte ontwerp artikel 3 van de voornoemde richtlijn 77/799/EEG, getrouwer omzetten als de woorden "gevallen of" in de ontworpen paragraaf 4 weggelaten zouden worden.

2. De woorden "alsmede de voorwaarden bepalen waaronder de verstrekking zal geschieden" stemmen met geen enkele bepaling van de richtlijn overeen en moeten bijgevolg worden weggelaten.

Ontworpen artikel 338, § 5, van het WIB

1. Deze bepaling heeft betrekking op de gevallen waarbij de Belgische bevoegde autoriteit, zonder voorafgaand verzoek, de inlichtingen die van nut kunnen zijn voor de juiste vaststelling van de belastingschuld moet meedelen aan de bevoegde autoriteit van iedere andere belanghebbende lidstaat.

Het spreekt voor zich dat deze bepaling geen overeenkomstige verplichting van de bevoegde overheid van een andere lidstaat ten opzichte van België inhoudt.

Daaruit blijkt dat men de tekst van de richtlijn niet letterlijk kan overnemen om de genoemde situaties te beschrijven.

De volgende wijzigingen moeten derhalve worden aangebracht in het ontworpen eerste lid, a) tot e) :

a) Er behoort gesproken te worden van de Belgische bevoegde autoriteit in plaats van de bevoegde autoriteit van een Staat.

b) Er behoort melding te worden gemaakt van het geval waarbij een belastingplichtige in België (en niet in een lidstaat) een vermindering of een vrijstelling van belasting verkrijgt.

c) Er moet melding worden gemaakt van het geval waarbij transacties tussen een belastingplichtige van België en een belastingplichtige van een andere Staat over één of meer andere landen geleid worden op zodanige wijze dat daardoor een belastingbesparing kan ontstaan in de andere Staat. Men kan zich afvragen of de toevoeging van de woorden "of in beide staten" nuttig is, aangezien wanneer er een belastingbesparing ontstaat in de andere Staat en in België, dat ook het geval omvat waarbij er een belastingbesparing ontstaat in de andere Staat.

d) Er behoort melding te worden gemaakt van de Belgische bevoegde autoriteit.

e) De tekst moet als volgt worden gesteld :

"e) in België komen, in verband met inlichtingen die door de bevoegde autoriteit van een andere Staat zijn verstrekt, gegevens naar voren die voor de vaststelling van de belastingschuld in deze andere Staat van nut kunnen zijn".

2. In het ontworpen artikel 338, § 5 , tweede lid, behoort te worden geschreven " bedoeld in § 12" en niet "bedoeld in § 11".

Ontworpen artikel 338, § 6, van het WIB

In deze paragraaf behoort te worden gepreciseerd dat de inlichtingen die zo spoedig mogelijk verstrekt moeten worden, die zijn welke bedoeld worden in de paragrafen 2 tot 5.

Ontworpen artikel 338, § 7, van het WIB

De ontworpen paragraaf 7 zou een correctere omzetting zijn van artikel 6 van de voornoemde richtlijn 77/799/EEG, mochten de woorden "ambtenaren van de bevoegde dienst" vervangen worden door de woorden "ambtenaren van de belastingadministratie".

Ontworpen artikel 338, § 8, van het WIB

De laatste zin van het laatste lid van de ontworpen paragraaf 8 is zodanig gesteld dat hij verplichtingen oplegt aan de bevoegde autoriteiten van de andere lidstaten, wanneer deze inlichtingen verkrijgen van de Belgische autoriteit. De steller van het voorontwerp is niet bevoegd om zulk een verplichting op te leggen aan buitenlandse autoriteiten; de buitenlandse autoriteiten moeten overigens hoe dan ook de inhoud van de verplichting die men hen in het voorontwerp op wil leggen, omzetten in hun interne recht, daar deze verplichting rechtstreeks voortvloeit uit artikel 7, lid 4, van de voornoemde richtlijn 77/799/EEG.

De laatste zin van het laatste lid van de ontworpen paragraaf 8 moet dus worden herzien, teneinde enkel de Belgische bevoegde autoriteit bevoegd te verklaren, door de woorden "kan zij de betrokken inlichtingen enkel met toestemming van de Belgische bevoegde autoriteit doorgeven aan de bevoegde autoriteit van deze derde staat" te vervangen door de woorden "kan de Belgische bevoegde autoriteit ermee instemmen dat die inlichtingen aan die Staat worden doorgegeven".

Ontworpen artikel 338, § 11, van het WIB

1. In het ontworpen eerste lid moeten de woorden "voor de Belgische Staat en één of meer Staten" ingevoegd worden tussen de woorden "of complementair belang is" en "kan de Belgische bevoegde autoriteit", opdat het artikel nauwkeuriger aansluit bij de inhoud van de Franse versie van artikel 8ter, 1, van de genoemde richtlijn 77/799/EEG.

2. Om het geval waarop het derde lid betrekking heeft duidelijker weer te geven, dient dat lid vervangen te worden door de volgende tekst :

"Wanneer de Belgische bevoegde autoriteit geadieerd wordt omtrent een verzoek tot gelijktijdige controle, neemt ze een besluit over deelname aan die controle. Ze bevestigt de bevoegde autoriteit van wie het verzoek uitgaat of ze de uitvoering van deze controle aanvaardt, dan wel met redenen omkleed afwijst."

Ontworpen artikel 338, § 12, van het WIB

1. Het eerste lid zou als volgt moeten worden gesteld :

"Met het oog op de toepassing van de bepalingen van dit artikel, neemt de Belgische bevoegde autoriteit, in voorkomend geval in een comité, deel aan overleg tussen: (voorts zoals in het voorontwerp)".

2. In het ontworpen tweede lid moeten de woorden "voor de behandeling van bepaalde gevallen of bepaalde groepen van gevallen" vervangen worden door de woorden "voor behandeling van bepaalde gevallen of groepen van gevallen".

3. Het is de Belgische wetgever niet gegeven verplichtingen op te leggen aan de Europese Gemeenschappen. In de Franse tekst moet bijgevolg de laatste zin van het derde lid van de ontworpen paragraaf 12 vervallen.

.../...

Ontworpen artikel 338, § 14, van het WIB

Er dient gepreciseerd te worden wat verstaan moet worden onder "andere rechtsvoorschriften": het gaat uiteraard om andere rechtsvoorschriften dan de genoemde richtlijn 77/799/EEG, zoals die laatstelijk gewijzigd is bij richtlijn 2004/56/EG van de Raad d.d. 21 april 2004 en bij richtlijn 2004/106/EG van de Raad d.d. 16 november 2004.

Artikel 3

(dat artikel 4 wordt)

Aangezien uit de ontworpen bepaling blijkt dat het de bedoeling is niets te wijzigen aan de regeling betreffende de inwerkingtreding van artikel 13 van de wet van 17 mei 2004, zoals vastgelegd in artikel 15, § 2, van dezelfde wet, zou het voorontwerp aan duidelijkheid winnen en zou de rechtszekerheid toenemen indien de vermelding van artikel 13 in de ontworpen paragraaf 1bis (artikel 3, 2°, van het ontwerp) verviel, waardoor onderdeel 3° van de onderzochte bepaling ook overbodig wordt.

Artikel 4

(dat artikel 5 wordt)

1. Om ervoor te zorgen dat de genoemde richtlijn 77/799/EEG volledig wordt omgezet voorzover ze betrekking heeft op heffingen op verzekeringspremies, dient paragraaf 2 aangevuld te worden met de volgende definitie :

"c) «belasting»: heffing op verzekeringspremies zoals gedefinieerd in artikel 1, lid 1, van de richtlijn 77/799/EEG van de Raad van 19 december 1977 betreffende de wederzijdse bijstand van de bevoegde autoriteiten van de lidstaten op het gebied van de directe belastingen en heffingen op verzekeringspremies."

Paragraaf 10, eerste lid, in fine, moet dienovereenkomstig worden herzien.

.../...

2. In het ontworpen artikel 182, § 5, tweede lid, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, schrijve men "bedoeld in § 12" in plaats van "als bedoeld in § 10".

3. Voor het overige geeft artikel 4 mutatis mutandis aanleiding tot dezelfde opmerkingen als artikel 2.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	J. KIRKPATRICK	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS